



<b>Nombre de conseillers</b>	<b>23</b>
en exercice	<b>23</b>
présents	<b>20</b>
votants	<b>22</b>

Date de publication	<b>05/04/2024</b>
---------------------	-------------------

**Date de convocation et d'affichage :**  
29/03/2024

## Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal de SAINT-PAUL DE VENCE

**L'an deux mil vingt-quatre, le trois avril à 18h30** le Conseil Municipal de la commune de Saint-Paul de Vence, s'est réuni au sein de l'Auditorium, après convocation légale sous la présidence de M. Jean-Pierre CAMILLA, Maire.

### Etaient présents :

**MM. CAMILLA Jean-Pierre, CHEVALIER Frank, NUTTIN Marc, RAFFAELLI Jean-Louis, ROUSSEAU Mathieu, ROUX François, STACCINI Pascal, VADO Alain, ZULIANI Alex, FAURE Jean-Paul, VERIGNON Benoît.**

**Mmes CAUVIN Édith, COLLET Sylvie, DALMASSO Sandrine, DUMONT Christelle, GUIGONNET Nadine, HARTMANN Laurence, TOLLE Sylvie, CHARENSOL Sophie, SAPHORES-BAUDIN Frédérique.**

### Procurations / Absents excusés :

**Mme VOISIN Céline donne procuration à M. ZULIANI Alex  
M. VACQUIER Nicolas donne procuration à M. VERIGNON Benoît**

### Était absent : M. BARTHES François

**Mme Sylvie TOLLE** est élue secrétaire de séance, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Locales.

## Délibération N°03.04.2024\_025

### Objet : RESSOURCES HUMAINES – Adhésion au CNAS (Comité National d'Action Sociale)

#### Rapporteur : M. CHEVALIER

Considérant l'Article 70 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale selon lequel :  
« l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre »

Considérant l'Article 71 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale qui vient compléter la liste des dépenses obligatoires fixée par le code général des collectivités territoriales en prévoyant que les dépenses afférentes aux prestations sociales ont un caractère obligatoire pour les communes, les conseils départementaux et les conseils régionaux

Considérant l'Article 25 de la loi N° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale : les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

**Monsieur le Maire EXPLIQUE** à l'assemblée délibérante que l'action sociale a pour but d'améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, par exemple dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs. Elle est aussi destinée à les aider à faire face à des situations difficiles.

Après une analyse des différentes possibilités de mise en œuvre d'une action Sociale de qualité et répondant aux différents besoins que les personnels pourraient rencontrer, il apparaît que la plateforme UNI-CE permettant actuellement aux agents de bénéficier de tarifs préférentiels pour leurs divers loisirs reste assez limitée en terme d'offres et les tarifs proposés pour les loisirs onéreux.

**Monsieur le Maire INDIQUE** avoir pris connaissance de la présentation du CNAS, association loi 1901 à but non lucratif, créée le 28 juillet 1967, dont l'objet porte sur l'action sociale des personnels de la fonction publique

DELIBERATION N°03.04.2024\_025

## AR Prefecture

territoriale et de leurs familles, et de son large éventail de prestations qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre aux besoins et attentes de ses bénéficiaires.

006-210601282-20240403-CM03042024\_025-DE  
Reçu le 05/04/2024

Afin de prendre en considération les attentes des représentants du personnel, tout en respectant les contraintes budgétaires, **Monsieur le Maire PROPOSE** de se doter d'une action sociale de qualité permettant de renforcer la reconnaissance de ses agents et l'attractivité de la collectivité, et à cet effet d'adhérer au CNAS à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024.

Cette adhésion étant renouvelée annuellement par tacite reconduction.

### Bénéficiaires du CNAS :

- Agents titulaires et stagiaires sans condition d'ancienneté
- Contractuels de droit privé (CAE, apprentis) et public à partir de 6 mois d'ancienneté
- Les emplois saisonniers et les stagiaires écoles ne sont pas concernés

**Monsieur le MAIRE PRECISE** que les crédits nécessaires à l'adhésion au CNAS sont inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

**Monsieur le Maire DEMANDE** au conseil municipal :

- D'AUTORISER** la mise en place de l'action sociale au travers du CNAS au bénéfice du personnel communal ;
- DE FIXER** la date d'adhésion au CNAS à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024 ;
- DE VERSER** au CNAS une cotisation annuelle correspondant à 217€ par agent bénéficiaire (proratisation pour l'année 2024 selon la date d'adhésion 01/09/2024)
- DE DESIGNER** Monsieur Frank CHEVALIER, adjoint au Maire délégué au personnel communal, en qualité de délégué élu au sein du CNAS
- DE DESIGNER** Madame Jessica TOLINI, directrice des ressources humaines, en qualité de déléguée agent au sein du CNAS et correspondante CNAS
- DE L'AUTORISER** à signer la convention d'adhésion au CNAS ainsi que tous les documents afférents à cette décision ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DÉCIDE :**

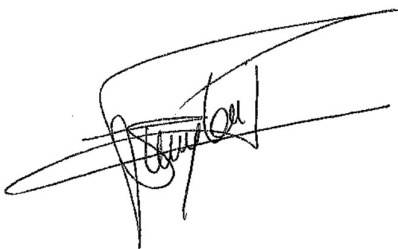
### À l'unanimité

- D'AUTORISER** la mise en place de l'action social au travers du CNAS au bénéfice du personnel communal ;
- DE FIXER** la date d'adhésion au CNAS à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024 ;
- DE VERSER** au CNAS une cotisation annuelle correspondant à 217€ par agent bénéficiaire (proratisation pour l'année 2024 selon la date d'adhésion 01/09/2024)
- DE DESIGNER** Monsieur Frank CHEVALIER, adjoint au Maire délégué au personnel communal, en qualité de délégué élu au sein du CNAS
- DE DESIGNER** Madame Jessica TOLINI, directrice des ressources humaines, en qualité de déléguée agent au sein du CNAS et correspondante CNAS
- D'AUTORISER** le Maire à signer la convention d'adhésion au CNAS ainsi que tous les documents afférents à cette décision ;

*Fait et délibéré en mairie les jour, mois et an que dessus.*

*Pour extrait certifié conforme.*

Secrétaire de séance :



Le Maire de Saint-Paul de Vence,  
Vice-Président de la CASA délégué au Tourisme,  
Président du SIEVI,  
**Jean-Pierre CAMILLA**

